

Assises de l'eau

Que pensent les Français de la politique de l'eau
Nouvelle enquête du Centre d'information sur l'eau ?

KANTAR
TNS*·*

LE CENTRE
D'INFORMATION
SUR L'EAU

Les conclusions de la première séquence des Assises de l'eau, consacrée aux réseaux d'eau et d'assainissement ont été rendues publiques, le 29 août 2018, par le Premier Ministre.

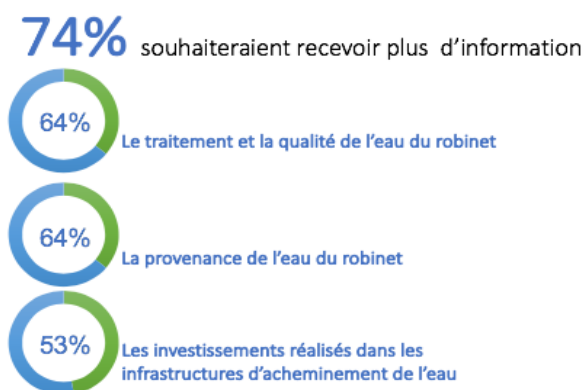
Qu'en pensent les Français ? Se sentent-ils concernés par les questions liées à l'eau ? Et seraient-ils, potentiellement, favorables aux mesures énoncées ?

Le Centre d'information sur l'eau les a interrogés, en amont des Assises, dans le cadre d'une enquête menée du 8 au 12 mars 2018, par Tns-Sofres sur :

- Ce qu'ils attendent des services de l'État,
- Leur connaissance des différents rôles dans la gestion du service de l'eau,
- Les sujets liés à l'eau et à l'environnement qui les intéressent.

Les conclusions de la première étape des Assises corroborent l'attente prioritaire des Français en matière d'information sur la qualité de l'eau, pour « offrir une information transparente aux consommateurs ».

Sujets d'informations privilégiés



Plus de sept Français sur dix souhaitent recevoir plus d'information sur l'eau, dont près des deux tiers sur le traitement et la qualité de l'eau du robinet.

Les Pouvoirs Publics ont bien pour objectif de « reconquérir la confiance des consommateurs dans l'eau du robinet ».

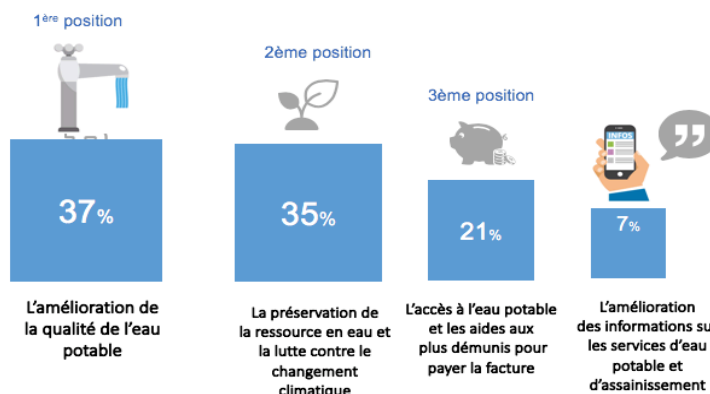
Selon le baromètre Tns-Sofres/CIEAU 2017 'Les Français et l'eau', les raisons de défiance sont notamment liées à un manque d'information dans le processus de traitement de l'eau.

Les objectifs prioritaires exposés par le gouvernement à l'issue du premier round des Assises de l'eau apparaissent en résonance des souhaits exprimés par les Français :

- Déploiement d'aides à l'innovation ciblant, en particulier, **l'amélioration du goût de l'eau, et le suivi de sa qualité,**
- **Préservation des ressources et la lutte contre les effets du réchauffement climatique,** cœur du second volet des Assises de l'eau,
- **Accès à l'eau des plus démunis** avec la volonté de démultiplier la mise en œuvre des chèques eau.

Les Français sont nombreux à attendre un engagement de l'état sur :

- **L'amélioration de la qualité de l'eau** : dans 37% des cas
- **La préservation des ressources** : dans 35% des cas
- **L'accès à l'eau potable et les aides aux plus démunis** : 21%



Acceptation d'une augmentation du prix pour...

65% accepteraient une augmentation du prix

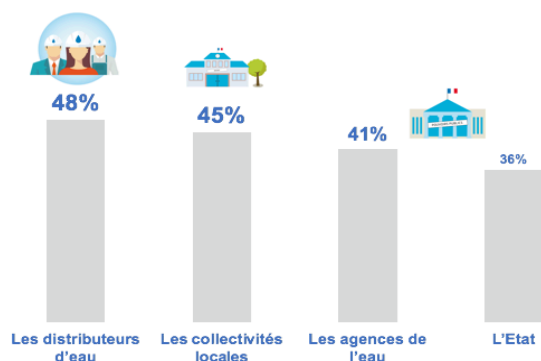


Une adhésion des deux tiers de l'opinion pour payer plus cher leur eau afin d'améliorer le service, notamment pour **protéger le milieu naturel**.

À noter que le degré d'acceptation d'une éventuelle contribution financière pour améliorer la qualité des ressources et de l'eau du robinet peut être rapproché de celui observé dans la dernière publication, en 2017, du **baromètre annuel Tns-Sofres/C.I.eau « Les Français et l'eau »** qui révélait qu'une courte majorité (54%) serait disposée à payer le service de l'eau plus cher pour améliorer les ressources, et 52% lorsqu'il s'agirait de préserver l'état des ressources.

Enfin, les Assises de l'eau pourront contribuer, espérons-le, à une meilleure connaissance du rôle des différents acteurs de la politique de l'eau, les Français ayant, notamment, qu'**une vision mitigée du rôle de l'état**. Le rôle des acteurs locaux mieux connu que celui de l'État

Connaissance des différents rôles dans la gestion du service de l'eau



Le Centre d'information sur l'eau, fidèle à sa mission d'information et d'analyse de l'opinion des consommateurs, continuera à suivre les attentes des Français, lors des prochaines étapes des Assises de l'eau, et plus généralement sur la politique de l'eau en France. Nos enquêtes sont disponibles, sur simple demande.

Contact : Nathalie Davoisne ndavoisne@cieau.com - 01 42 56 50 33

Méthodologie : Interviews réalisées online (omnibus) du 8 au 12 Mars 2018. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, région). 1032 individus âgés de 18 à 64 ans issus d'un échantillon national représentatif en termes d'âge, de sexe et de région (UDAS).